

*Monsieur Aymeric ROBIN
Président de la CAPH
Site Minier de Wallers-Arenberg
Rue Michel Rondet
BP 59
59135 WALLERS-ARENBERG*

Service : SPD

Affaire suivie par Vanessa GUIGNANDON

Mail : vanessa.guignandon@siaved.fr

Tél. : 06 29 78 86 94

Nos Réf. : CL/DR/VG

Douchy-les-Mines, le 10 septembre 2021

Objet : *Demande d'avis sur les conditions de remise en état du projet de nouveau centre de tri de collectes sélectives, projeté sur la commune de Douchy-les-Mines, lors de l'arrêt définitif de l'installation*

Monsieur le Président,

Le SIAVED porte un projet de conception/construction d'un process de centre de tri dans le bâtiment existant du SIAVED et l'exploitation / maintenance de ce centre de tri des collectes sélectives. L'ensemble des installations projetées se situent sur le territoire de la commune de Douchy-les-Mines, route de Lourches.

Notre projet consiste à traiter 45 000 tonnes par an de déchets issus de collectes sélectives.

Cette demande d'autorisation est motivée par la volonté de mettre en place un outil de tri des collectes sélectives performant sur le territoire.

Ce présent courrier a pour but de solliciter votre avis sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif du site conformément aux exigences du Code de l'Environnement dans son article R.512-46.4.5°.

Lorsque le SIAVED envisagera l'arrêt définitif des activités du site, il notifiera au préfet la date de mise à l'arrêt du site au moins trois mois avant celle-ci.

Cette notification précisera les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- L'évacuation des produits dangereux, ainsi que la gestion des déchets présents sur le site ;
- Si nécessaire, des interdictions ou limitations d'accès au site ;

- La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

En cas de besoin, la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Les modalités de remise en état du site ne sont pas définies précisément à ce jour. Elles seront adaptées à la destination future des lieux réhabilités qui, à l'heure actuelle, est considérée comme restant à usage industriel.

Après cessation de l'activité, seuls demeureront les bâtiments et les aménagements extérieurs. En fonction de leur état et de la demande de la commune, les bâtiments et les infrastructures seront conservés ou démantelés. Tous les matériels présents sur le site et nécessaires aux opérations de tri des déchets seront évacués. Les équipements et l'ensemble de l'installation seront mis en sécurité. Aucun déchet, ni aucun produit de quelque nature que ce soit ne restera stocké sur le site. Le nettoyage des installations sera assuré afin d'être sûr qu'aucune substance dangereuse pour l'environnement ne soit conservée sur le site.

Le site sera laissé dans un état tel qu'il ne s'y manifestera aucun danger ou inconvénient pour la santé, la sécurité des personnes et l'environnement.

Cet avis sera ensuite intégré, conformément à la réglementation, au sein du Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale que nous déposerons auprès de Monsieur le Préfet des Hauts-de-France. Conformément au code de l'environnement, cet avis sera réputé émis à défaut de réponse dans un délai de quarante-cinq jours suivant votre saisine.

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, vous permettant de motiver votre avis en toute connaissance de causes.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, veuillez recevoir, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.



Le Président du SIAVED,

Charles LEMOINE